

Auer, Berichterstatter: Der Ständerat hat die Anpassungsfrist von 10 auf 15 Jahre verlängert. Die Länge dieser Anpassungsfrist – der notwendigen Zeit, die es braucht, um sich auf das neue Gesetz umzustellen – ist eine Ermessensfrage. Nachdem wir nun in Artikel 4 Absatz 1 Litera c das «und» durch «oder» ersetzt haben und damit den Pensionskassen weiter entgegengekommen sind, sollten 10 Jahre, wie es auch der Bundesrat beantragt, genügen.

Die Kommission stellt Ihnen entsprechend mit 13 zu 3 Stimmen den Antrag, den Bundesrat zu unterstützen. Es entstand damit eine Differenz zum Ständerat.

Angenommen – Adopté

Art. 58

Antrag der Kommission
Streichen

Proposition de la commission
Biffer

Auer, Berichterstatter: Hier liegt der Antrag unserer Kommission vor, diesen Artikel 58, der die Weitergeltung von Bundesrecht betrifft, zu streichen. Artikel 43, den Sie genehmigt haben, enthält als Delegationsnorm den Auftrag an den Bundesrat, die ergänzenden Bestimmungen zu diesem Gesetz, also vor allem Verordnungen, zu erlassen. Artikel 58 gemäss Antrag des Bundesrates und der Fassung des Ständerates zählt verschiedene geltende Erlasse auf, die vorläufig in Kraft bleiben sollen. Ueber diese formelle Frage hat sich in der Kommission eine ausschliesslich von Juristen bestrittene Seminarübung abgespielt. Ich möchte versuchen, darüber zu berichten (wobei ich den lateinischen Teil weglasse):

Für die Aufzählung wurde angeführt, dass mit dem neuen Gesetz die Rechtsgrundlage der Erlasse, das alte VAG, weg falle, es sei denn, man verschiebe das Inkrafttreten des neuen VAG, bis die neuen Verordnungen erlassen worden sind. Die Bundeskanzlei argumentiert, es sei ohne weiteres möglich, die Weitergeltung von Verordnungen und Bundesratsbeschlüssen auf Gesetzesstufe zu verankern; das sei auch schon bei anderen Gesetzesrevisionen so geschehen. In einem Fall hat allerdings die Redaktionskommission eine solche Bestimmung von sich aus gestrichen, weil sie ihres Erachtens nicht notwendig war.

Gegen diese Aufzählung wurde angeführt, man erhebe mit diesem Artikel 58 Verordnungen und Bundesratsbeschlüsse, im Gegensatz zur Auffassung der Bundeskanzlei, auf Gesetzesstufe, was unzulässig sei und überdies, wie der Antragsteller sagte, ein Unikum. Entweder erlasse der Bundesrat vor Inkrafttreten des neuen Gesetzes die zusätzlichen Bestimmungen, oder er fasse einen neuen Bundesratsbeschluss, demzufolge die bisherigen Erlasse vorläufig in Kraft bleiben. Die Nationalratskommission sprach sich mit 13 zu 0 Stimmen für Streichung aus und folgte damit in dieser umstrittenen Rechtsfrage einem Antrag König, getreu einem Wort von Marc Aurel: «Der König ist das lebendige Gesetz.»

Angenommen – Adopté

Art. 59

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	90 Stimmen
Dagegen	8 Stimmen

Le président: Le Conseil fédéral vous propose de classer les postulats suivants:

9205 Revision de la loi sur la surveillance des assurances privées (N 24. 3. 66, Cadruvi)

10964 Tarifs des assureurs de véhicules automobiles. Commission consultative (N 6. 10. 71, Renschler)

Zustimmung – Adhésion

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

75.223

Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)

Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)

Siehe Jahrgang 1977, Seite 535 — Voir année 1977, page 535

M. Paganl, rapporteur: C'est bien la troisième fois que nous sommes appelés à discuter le problème de l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans.

Dans une séance d'après-midi du 17 décembre 1975, ce conseil a approuvé le principe général de l'abaissement de l'âge électoral. De même, il a adopté l'initiative et chargé sa commission de préparer dans le sens de la décision précitée un rapport complet à l'intention du Conseil fédéral et de ce conseil. Ce rapport vous a été soumis le 14 juin 1976 et il invitait ce conseil à confirmer le vote affirmatif de l'hiver 1975 et à approuver l'initiative. C'est dans ce sens que ce conseil a pris sa décision, le 5 mai 1977, lors de l'adoption du projet d'arrêté. Par cette décision, l'initiative dont nous discutons aujourd'hui, est devenue l'initiative de ce conseil.

Au cours de la session d'automne, l'année dernière, le Conseil des Etats a discuté le problème de l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans et, dans la séance du 5 octobre 1977, il a décidé de rejeter notre initiative par une majorité de 21 voix contre 9. La discussion au Conseil des Etats a tout de même démontré qu'il n'y avait pas tellement d'opposition au principe général de ramener à 18 ans l'âge de la majorité civique. Les objecteurs partageaient plutôt l'opinion que le moment n'était pas encore venu, en d'autres termes qu'il était encore prématuré de soumettre la question au peuple avec quelque espoir de succès, surtout en considérant les résultats négatifs donnés par les votations cantonales sur le même sujet. Votre commission a de nouveau abordé le problème dans sa séance du 29 novembre dernier et a décidé par une majorité de 7 voix contre 5 de maintenir la décision du Conseil national. C'est donc dans ce sens que je vous invite à prendre votre décision.

Votre commission s'était posé la question de savoir s'il ne fallait pas reprendre la motion qu'elle avait présentée en 1975 et par laquelle elle demandait au Conseil fédéral d'abaisser à 18 ans l'âge électoral et l'âge civil en même temps, et ceci encore dans les délais les plus favorables. Au cours de cette discussion, les commissaires ont manifesté un avis, je peux bien le dire unanime, sur l'opportunité qu'un abaissement de l'âge de la majorité touche non seulement l'âge civique mais aussi l'âge civil et ce, encore de façon contemporaine. Ce thème n'a pas trouvé de suite dans une proposition, à cause de la décision principale de la commission de maintenir la décision primitive de ce conseil, favorable à l'initiative en discussion.

Nous pourrions nous poser la question de savoir s'il apparaît sage de maintenir notre décision d'adhérer à l'initiative et de laisser ainsi subsister la divergence avec l'autre conseil. La réponse m'apparaît affirmative, assortie d'un éventail de motifs bien fondés. Tout d'abord, il faut rappeler les deux décisions positives que nous avons prises en 1975 à une faible majorité et l'année dernière, au mois de mai, à une majorité que j'ose dire importante de 71 voix contre 57. Depuis lors, la situation dans notre pays quant au problème qui nous occupe n'a pas enregistré de faits nouveaux pouvant changer notre évaluation du problème et notre opinion. Ainsi que je viens de le rappeler, cette initiative n'est plus celle de notre collègue M. Ziegler mais est devenue, à la suite de notre vote d'adhésion, l'initiative de ce conseil. Seuls des faits vraiment nouveaux et importants pourraient motiver un changement d'opinion et l'abandon de notre initiative. Etant donné que de tels événements ne se sont pas manifestés, nous n'avons désormais que le seul choix de confirmer nos décisions de 1975 et de 1977, c'est-à-dire de maintenir notre initiative.

En ce qui concerne le Conseil des Etats, il faut relever que l'opposition de la majorité a été plus faible qu'on ne pouvait s'y attendre et que ces avis contraires ne visaient pas tellement le fond du problème mais bien plutôt le moment choisi pour soumettre la question au peuple. A ce sujet, M. Furgler, conseiller fédéral, disait avec beaucoup d'élégance: «Neigungsmässig würde ich meinen: Warum soll man es nicht einmal dem Volk anheimstellen, sich auszusprechen?»

De ce problème de la majorité civique, on en discute depuis des années, même au Parlement, et le moment semble vraiment venu de soumettre la décision au peuple pour lui permettre de se prononcer dans son ensemble sur une question qui d'ailleurs vient d'être réglée, et dans le sens de notre initiative, par les pays qui nous entourent: l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche, sans oublier que les jeunes gens des cantons d'Obwald et de Zoug, depuis des années, votent à 19 ans, de même que ceux de Schwyz votent à 18 ans.

La nécessité, du moins l'opportunité, de permettre au peuple de trancher cette question est même partagée par certains de nos collègues de commission, dont M. Widmer en tête, qui se sont prononcés en faveur de l'initiative, bien qu'ils soient opposés à l'abaissement de l'âge électoral, justement parce qu'ils estiment le moment venu de donner finalement au peuple l'occasion de se prononcer.

Malheureusement, M. Widmer et moi-même n'avons pas les mêmes espoirs dans la votation populaire. Aussi les décisions du peuple que nous attendons, quant au droit de vote et d'éligibilité à 18 ans, sont diamétralement opposées.

Je n'entends pas répéter les arguments bien fondés et valables du soutien de l'initiative. Vous les avez entendus en 1975 et encore en 1977, vous les connaissez tous d'ailleurs mieux que moi.

Pour toutes ces raisons de fond et d'opportunité, je vous engage donc à suivre l'avis de votre commission et à maintenir l'initiative de notre conseil.

Der Herr Generalsekretär hat mich darauf aufmerksam gemacht, dass ein deutscher Sprecher fehlt. Das kommt sicher daher, dass im Jahre 1975, als das Geschäft zum erstenmal in diesem Rat behandelt wurde, die Kommission, die ich präsidiere, einen schriftlichen Bericht vorgelegt hat, übrigens nach Reglement, so dass keine Berichterstatter bestimmt werden mussten. Auch letztes Jahr, bei der zweiten Diskussion, hatte die Kommission, wiederum in Anwendung unseres Reglementes, einen schriftlichen Rapport erarbeitet, so dass Berichterstatter erneut überflüssig wurden. Diesmal befinden wir uns im Differenzbereinungsverfahren ohne schriftlichen Bericht. Ein Berichterstatter der anderen Sprache hätte bestimmt werden sollen, was leider nicht geschah. Mit Ihrem lebenswürdigen Einverständnis werde ich selber versuchen, diese Lücke

zu füllen, indem ich die Lage mit ein paar Sätzen darstelle.

Im Jahre 1975 und noch im Mai letzten Jahres hat unser Rat der Initiative zur Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters auf 18 Jahre zugestimmt; das zweitemal mit einer eindeutigen Mehrheit von 71 gegen 57 Stimmen. Mit diesem Entscheid hat der Rat die Initiative unseres Kollegen Ziegler in eine eigene Initiative umgewandelt; als solche, d.h. als Initiative des Nationalrates, wurde sie dann dem Ständerat unterbreitet und ist heute an uns überwiesen worden. Der Ständerat hat die Initiative zwar mit 29 gegen 9 Stimmen abgelehnt, die Mehrheit der Opponenten war aber nicht so gross, wie man es erwarten konnte. Dabei spielen die Gründe, welche zur Opposition geführt haben, eine nicht unbedeutende Rolle und berechtigen zur Hoffnung, dass das nächste Mal der Entscheid zur Initiative positiv ausfallen könnte. Die Diskussion im Ständerat hat gezeigt, dass die Gründe der Opposition nicht die Herabsetzung des politischen Mündigkeitsalters betrafen, sondern eher opportunistischer Natur waren, ob man das Problem heute dem Volke unterbreiten solle. Man hat argumentiert, die Zeit sei noch nicht reif, und das Volk würde – wie die letzten kantonalen Abstimmungen über dieses Thema gezeigt hätten – die Initiative ablehnen. Dabei hat man vielleicht die tiefgreifenden Veränderungen unserer Gesellschaft sowie den grossen Einfluss der Massenmedien auf den Reifeprozess der jungen Generation übersehen. Man hat auch vergessen, dass in den Kantonen Zug und Obwalden die Jungen schon im 19. Altersjahr stimmen dürfen; im Kanton Schwyz seit Jahren bereits im 18. Altersjahr. Für unseren heutigen Entscheid sollte aber die Tatsache ausschlaggebend sein, dass keine neuen und wichtigen Ereignisse seit unseren beiden Entscheiden von 1975 und 1977 stattgefunden haben, die uns berechtigen könnten, anders zu entscheiden. Schliesslich scheint es gerecht, dem Volk die Gelegenheit zu geben, sich auszusprechen, nachdem man soviel von diesem Problem gesprochen hat. Die Kommission hat sich auch mit der Frage befasst, ob es zweckmässig wäre, die Motion wieder aufzunehmen für die gleichzeitige Herabsetzung des politischen und des zivilrechtlichen Mündigkeitsalters auf 18 Jahre. In der Kommission herrschte zwar Einstimmigkeit über die Notwendigkeit, beide Mündigkeitsalter auf das gleiche Altersjahr festzulegen. Nach dem Entscheid der Kommission, an der Initiative festzuhalten, konnte aber das Problem der Motion nicht weiter behandelt werden. Im Namen der Mehrheit der Kommission lade ich Sie deshalb ein, an der Initiative unseres Rates festzuhalten.

Le président: Nous entendrons maintenant les représentants des groupes. Celui de l'Union démocratique du Centre renonce à prendre la parole mais accepte les conclusions du rapport de la commission.

Zwygart: Wie wir schon gehört haben, ist der Kanton Schwyz der einzige Kanton, der das Stimmrechtsalter mit 18 Jahren kennt, und scheinbar hat er bisher gute Erfahrungen mit dieser Einrichtung gemacht. Der neue Kanton Jura wird als zweiter Kanton im Bund das Stimmrechtsalter auf 18 Jahre festsetzen. Es ist möglich, dass diese zwei Kantone mit den beiden anderen, die das Stimmrechtsalter ab 19 Jahren kennen, mit der Zeit bahnbrechend wirken könnten. Aber all die bisherigen Erfahrungen, als in Kantonen die dem Volk unterbreiteten gleichen Vorschläge mit grossem Mehr abgelehnt wurden, dazu die Erhebungen in den Rekrutenschulen im Jahre 1976, in denen die Jungen gezeigt haben, dass sie sich nicht so sehr für politische Fragen interessieren – es geht ihnen mehr um die berufliche Ausbildung und um den Sport –, all diese Erfahrungen und Beobachtungen zeigen deutlich, dass die Zeit noch nicht reif ist, dem Schweizervolk zu all den vielen Vorlagen, die auf uns warten, noch eine weitere aussichtslose Vorlage zu unterbreiten. Es ist abzuwarten, bis von der Basis her, von den Gemeinden und den Kantonen, ein

deutlicher Wille zu einer entsprechenden Verfassungsänderung spürbar wird.

All diese Ueberlegungen haben die Minderheit der Kommission und auch die liberale und evangelische Fraktion dazu bewogen, die Initiative Ziegler zur Ablehnung zu empfehlen. Ich möchte ausdrücklich festhalten: Wir sind nicht gegen die 18 Jahre im Stimmrechtsalter; aber der Zeitpunkt für eine solche Vorlage ist einfach nicht gegeben.

Blum: Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion möchte ich Sie bitten, am Beschluss dieses Rates vom Mai festzuhalten und den Antrag von Herrn Kollege Zwygart abzulehnen. Ich kann mich im wesentlichen den Ausführungen des Kommissionspräsidenten anschliessen. Vielleicht noch drei Bemerkungen: Entscheidend ist für uns, dass das Anliegen des Initianten eine gute Sache ist. Wir haben im Staatskundeunterricht gelernt, die Demokratie sei die Staatsform der optimalen Teilnahme und Teilhabe des Bürgers, und jetzt, wenn ein konkreter Vorstoss vorliegt, der in dieser Richtung einen Schritt vorwärts machen will, möchte man einmal mehr diese Entwicklung mit dem Argument abblocken, es sei nicht der richtige Zeitpunkt, als ob dieser richtige Zeitpunkt jemals von selber kommen würde. Ich glaube, wir müssen zur Kenntnis nehmen, wenn wir von einem «Malaise» in unserer Demokratie immer und immer wieder bis zum Ueberdruß hören: eine Wurzel dieses Malaises besteht darin, dass sehr viele junge Menschen in diesem Staate den Eindruck haben, als demokratische Partner nicht ernst genommen zu werden, dass ihre Partnerschaft nur so lange zur Diskussion steht, als es um ihre Kaufkraft, um ihre Arbeitskraft geht, nicht aber, wenn es um ihre politischen Rechte geht.

Eine zweite Bemerkung: Im Ständerat ist wieder argumentiert worden, die Entwicklung müsse hier von unten nach oben gehen, also von den Kantonen zum Bund. Hier ist vielleicht eine historische Reminiszenz in Richtung Frauenstimmrecht nicht ganz unnütz. Wie war es damals? 1959 ist auf eidgenössischer Ebene das Frauenstimmrecht abgelehnt worden, aber der Einbruch auf kantonaler Ebene war die unmittelbare Konsequenz, eben die Konsequenz jenes politischen Willensbildungsprozesses, der im Zusammenhang mit der Diskussion um diese Abstimmung auf eidgenössischer Ebene initiiert worden war. Also genau das Gegenteil ist richtig.

Wir haben hier in der Dezembersession – und dies ist meine letzte Bemerkung – mehr als ein Muster vorzerkelt bekommen, wie man immer wieder mit dem taktischen Moment des «richtigen Zeitpunktes» operieren kann. Ich erinnere Sie an die UNO-Debatte, ich erinnere Sie an die Debatte um die Konvention für politische Häftlinge. Das sicherste Mittel, in dieser Sache nicht wirklich ernst zu machen, ist, dass wir diese Initiative Ziegler dem Volk nicht unterbreiten; aber dann möchte ich doch bitten, dass man das gleich offen und ehrlich sagt. Dieses ewige Lavieren und Taktieren hat etwas Unredliches. Machen wir einmal ernst, legen wir diese Initiative nun dem Volk vor, hören wir auf mit diesem parlamentarischen Pingpong und bringen wir das Volk dazu, dass es sich zu dieser Frage äussern kann, und das kann es am besten dann, wenn ihm eine konkrete Vorlage zur Abstimmung vorgelegt wird. Ich möchte Sie in diesem Sinne bitten, den Antrag von Herrn Kollege Zwygart abzulehnen und an unserem Beschluss vom Mai festzuhalten.

Vizepräsident Generali übernimmt den Vorsitz

M. Generali, vice-président, prend la présidence

Widmer: Ich kann mich sehr kurz fassen. Ich bin in Uebereinstimmung mit unserer Fraktion der Meinung, dass der Nationalrat an seinem seinerzeitigen Beschluss, im Gegensatz zum Ständerat, festhalten soll. Wir haben eine ganz klare Meinung. Die Frage der Herabsetzung des Stimmrechtsalters soll möglichst bald dem Volk unterbreitet werden. Ich gebe zu, die Prognose, wie eine solche Volksab-

stimmung ausgeht, ist durchaus offen; wir können das nicht voraussagen. Im Kanton Zürich hat man erlebt, dass eine solche Vorlage verworfen worden ist; aber nachdem die SVP diese Herabsetzung des Stimmrechtsalters jetzt in ihrem Parteiprogramm hat, hat sich die Situation ja grundlegend geändert, so dass die Voraussetzungen völlig andere sind. Aber – um nun wieder ernsthaft zu werden – dieses Hin- und Herschieben, das Zurückschieben zur Verwaltung und zum Bundesrat mit einer Motion oder irgend etwas Neuem, scheint mir einfach nicht sinnvoll; es handelt sich irgendwie um ein unwürdiges Spiel in diesem Parlament, und ich teile hier die Auffassung von Herrn Blum: Das kann man eine Zeitlang machen, aber dann ist Schluss mit diesem Hin und Her. Wir müssen uns entscheiden. Auch das Volk muss sich entscheiden, ob es diese Reform will oder nicht. Es besteht hier sicher eine Analogie zur Debatte, die wir vor kurzem über den UNO-Beitritt hatten, wo man auf ähnliche Weise im Grunde genommen dem Entscheid ausweichen wollte, einem Entscheid, der eben doch irgend einmal gefällt werden muss. Damit komme ich bereits zum Schluss. Ich bitte Sie, am Antrag, den Sie seinerzeit gefasst haben, festzuhalten.

Schwarzenbach: Für einmal bin ich mit dem zürcherischen Stadtpräsidenten nicht einverstanden, der von einem unwürdigen Spiel redet. Es handelt sich durchaus nicht um ein unwürdiges Spiel, sondern um eine sehr wesentliche Angelegenheit, ob wir im Parlament uns für etwas einsetzen, von dem wir zum vornherein wissen, dass im Volk nicht der geringste Wunsch dazu besteht; also dass man einmal mehr das eher unwürdige Spiel betreibt, hier im Parlament gegen die Meinung des Volkes Stellung zu nehmen.

Herr Winston Churchill, der ein guter Demokrat war, hat einmal erklärt, die Demokratie sei von allen schlechten Staatsformen die am wenigsten schlechte. Wenn wir nun die Kunst üben, die von allen schlechten Staatsformen am wenigsten schlechte noch etwas schlechter zu machen, dann haben wir kein grosses Kunstwerk vollbracht. Diese Jugend, die hier angehimmelt wird und der wir angeblich einen Dienst leisten wollen, ist gar nicht darauf erpicht, mit 18 Jahren an die Urne zu gehen. Das sind Behauptungen grauer Häupter, die irgendwelche Wahlerfolge suchen und die glauben, man könne sich bei der Jugend beliebt machen, wenn man sie gründlich umschmeichelt. Aber im Grunde genommen ist das Blödsinn. Die Jugend, wenn sie mit 18 Jahren stimmen wollte, hätte sich schon längst bemerkbar gemacht; die Jugend versteht es, sich bemerkbar zu machen, namentlich in der heutigen Zeit; aber ich habe noch nie gehört, dass sie sich bemerkbar gemacht hat und mit Transparenten und ähnlichen Dingen auf die Strasse ging, weil sie sagte: Wir wollen jetzt endlich das Stimmrecht mit 18 Jahren haben.

Herr Pagani meint in seiner liebenswürdigen Art auf deutsch und französisch, wir könnten erst von unserem Entscheid der Zustimmung abrücken, wenn sich etwas Entscheidendes geändert habe. Es habe sich aber nichts Entscheidendes geändert, daher dürften wir nicht abrücken. Ich meine: Wer nicht in den Tag hineinschläft, der hat den Eindruck, es habe sich seit dem letztem Mal, wo wir über dieses Thema gesprochen haben, bis heute im Klima ganz Entscheidendes geändert, und zwar vielleicht sogar in bezug auf die Jugend. Ich kann mir nicht vorstellen, dass es Greise gewesen sind, die den Herrn Schleyer umgebracht haben. Es waren eher junge Leute. Und die scharfen Tendenzen scheinen eher die Jungen anzustekeln als die Alten. Ich möchte noch bemerken: Gerade weil diese Anregung von Herrn Ziegler kommt, bin ich äusserst misstrauisch, denn aus dieser Quelle kann nichts Gutes kommen, sondern nur eine Nestbeschmutzerei, und damit habe ich geschlossen.

M. Ziegler-Genève: Je partirai de la situation parlementaire telle qu'elle se présente après le débat au Con-

seil des Etats. Je ne reviendrai donc pas sur le débat que nous avons eu ici en mai dernier.

Je répondrai d'abord très rapidement à mes contradicteurs, et pour commencer à M. Schwarzenbach. Il est vrai que c'est moi qui ai déposé cette initiative parlementaire, mais je l'ai fait au nom du Parti socialiste. Elle est partie du sein même du plus grand parti de Suisse. Ayant été adoptée par le Conseil national, elle est devenue une initiative de ce conseil et n'est donc plus seulement celle de son auteur.

D'autre part, M. Schwarzenbach assimile, dans une confusion que je trouve effrayante de la part d'un conseiller national qui a prêté serment sur la constitution, la jeunesse de ce pays aux assassins d'un citoyen allemand. Il me paraît inconcevable qu'on puisse tenir à cette tribune des propos de ce genre et je serais heureux que M. Schwarzenbach, pour la dignité de ce conseil, retire ici ses paroles. Il me semble essentiel qu'il s'excuse, qu'il dise qu'il s'est trompé, qu'il est allé trop loin et qu'il ne croit pas qu'il soit possible d'assimiler la jeunesse de ce pays aux quelques terroristes allemands. Je demande donc formellement à M. Schwarzenbach de s'expliquer sur les trois phrases qu'il vient de prononcer.

J'en viens maintenant aux arguments développés par M. Zwygart. Il est vrai que l'ensemble des arguments qu'on oppose à cette initiative sont les mêmes qu'ont utilisés les adversaires du suffrage féminin à l'époque. Lors des délibérations au Conseil des Etats, M. Dreyer, conseiller aux Etats chrétien-social, a dit ceci: «Tout à l'heure, on a rappelé les arguments qui militent en faveur de ce principe, de ce postulat qui est devenu une initiative. Je ne les rappellerai pas, mais je voudrais simplement insister sur un fait. Lorsque, il y a plus de vingt ans, on discutait âprement dans cette enceinte du suffrage féminin, on opposait un certain nombre d'arguments qui se retrouvent aujourd'hui dans les thèses de ceux qui, directement ou indirectement, s'opposent à l'initiative. Sur le fond, je crois qu'il n'y a pas de doute: la plupart d'entre nous sommes d'accord avec la nécessité d'accorder aux jeunes, dès l'âge de 18 ans, le droit de vote et d'éligibilité.»

Aujourd'hui, nous entendons cette argumentation: les jeunes ne veulent pas voter à 18 ans, ils ne veulent pas participer aux affaires de l'Etat, ils ne se sentent pas responsables. On a dit la même chose pour les femmes. Et ces femmes, qui étaient aussi muettes et exclues de la politique, ont pu protester tant qu'elles voulaient: ce sont les hommes qui décidaient pour elles. Il en est de même aujourd'hui. Ce sont les hommes et les femmes d'âge mûr, d'âge avancé, qui décident en lieu et place des jeunes citoyens qui pourtant ont un droit légitime, je le répète, de participer aux affaires de l'Etat.

L'actuelle limite de 20 ans fixée pour la participation à la gestion de l'Etat par voie de votations et d'élections date de 1848, il ne faut pas l'oublier. Or la maturité est le produit d'une dialectique complexe entre l'individu et la société qui le produit. L'autonomie de la personne humaine, la gestion de sa liberté, la capacité de gérer sa vie, augmentent au fur et à mesure qu'elle franchit les degrés de cette dialectique, autrement dit avec l'évolution sociale. Or, depuis 1848, la Suisse a changé fondamentalement. Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur ce point. De pays agricole, elle est devenue un pays industriel. De pays unifié sous un surmoi collectif, elle est devenue un pays multiforme, traversé par une multitude de projets sociaux conflictuels. Le législateur fédéral lui-même a reconnu le changement. La rente AVS d'orphelin s'arrête à 18 ans. A partir de 17 ans, le jeune travailleur doit cotiser à l'AVS. A partir de 19 ans, il est appelé au service militaire. S'il se marie à 18 ans, il acquiert la maturité civile à cet âge. Il paie des impôts à tout âge et s'il est en chômage, comme cela arrive malheureusement souvent aujourd'hui, dans des villes comme Genève, Zurich, Lausanne et autres, il subit toute la rigueur de la politique économique que nous, ici, nous décidons sans lui.

Je termine en rappelant qu'il ne s'agit pas pour une fois d'un problème qui divise la gauche et la droite. L'Union démocratique du Centre, parti situé à la droite du paysage politique de notre pays, a officiellement inscrit au nouveau programme qu'elle a adopté lors de son dernier congrès l'abaissement à 18 ans de l'âge à partir duquel les jeunes peuvent voter. C'est désormais une revendication centrale du programme politique de l'UDC et je l'en félicite.

A Schwyz, les jeunes votent dès l'âge de 18 ans. Lors des délibérations au sein du Conseil des Etats, beaucoup de chrétiens-démocrates et d'indépendants se sont prononcés pour l'abaissement de l'âge de vote à 18 ans. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une question de politique partisane, mais d'une question de justice. Je vous prie donc de mettre fin à une discrimination politique intolérable à l'égard de nos jeunes citoyennes et citoyens. Je vous demande aussi de donner à notre démocratie les bases les plus larges et les plus puissantes dont elle a besoin surtout en cette période de crise. Je vous prie enfin de respecter les droits populaires et de donner enfin aux citoyennes et citoyens de ce pays la possibilité de se prononcer sur cette revendication fondamentale.

En conclusion, je vous demande de repousser la proposition de M. Zwygart et, confirmant votre vote du mois de mai dernier, de maintenir l'initiative.

Präsident: Das Wort zu einer persönlichen Erklärung hat Herr Schwarzenbach.

Schwarzenbach: Das wird das erste und letzte Mal sein, dass ich einer persönlichen Aufforderung Herrn Ziegler's folge, aber er hat ja gewünscht, dass ich einige Sachen richtigstelle, und die möchte ich richtigstellen, weil er sie offenbar falsch stellen will.

Ich habe die Schweizer Jugend nicht mit den Terroristen identifiziert. Weil aber hier feierlich erklärt worden ist, in Deutschland und in umliegenden Staaten sei das Stimmrecht nun bereits bei den Achtzehnjährigen bewilligt, wollte ich darauf hinweisen, dass das überhaupt nichts nützt, dass gerade in diesen Staaten diese Scheusslichkeiten vorgekommen sind, die wir beklagen. Ich glaube, wir sollten es einsehen, dass das körperliche Wachstum der Jugend nicht identisch ist mit dem geistigen. Das ist nun einmal eine Tatsache. Die jungen Leute erscheinen uns heute viel erwachsener als sie es in Tat und Wahrheit sind. Ich glaube, sie brauchen eher länger als früher, bis sie wirklich erwachsen sind, und sie können angesteckt werden von diesen verrückten Ideen, wie sie beispielsweise unser Freund Ziegler vertritt.

Bundesrat Furgler: Ich kann mich kurz fassen. Den Protokollen Ihrer Kommission ist zu entnehmen, dass sie mit sehr grosser Mehrheit an ihrem früheren Beschluss festhalten will. Persönlich halte ich dafür, dass nunmehr ein Entscheid erwirkt wird. Der Worte sind genug gewechselt, das Volk soll entscheiden. Ich sagte im Ständerat, dass wir vielleicht vor der Sachbearbeitung – ich nehme ja nicht zu Personen Stellung, sondern zur Frage des Stimmrechtes und der Wählbarkeit der Achtzehnjährigen – mitberücksichtigen sollten, dass in vielen Bereichen auch unseres Staates Junge unter 20 Jahren Mitverantwortung tragen und für begangene Handlungen von den Gesetzen in spezifischer Weise mit Rechtsfolgen belegt werden. Das geht bis ins Strafrecht. Erinnern Sie sich daran, dass Jugendliche im Sinne des Strafgesetzbuches Menschen sind in einem Alter zwischen 15 und 18 Jahren. Im Falle, dass sie straffällig werden, sind besondere Strafen und Massnahmen vorgesehen, bei denen die Nacherziehung im Vordergrund steht, während bei Menschen, die zwischen 18 und 25 Jahre alt sind, grundsätzlich die allgemeinen Bestimmungen des Erwachsenenstrafrechtes Anwendung finden. Aber auch an das Arbeitsrecht muss gedacht werden, an die Schutzbestimmungen für jugendliche Arbeitnehmer bis zum erfüllten 18. Altersjahr (ausgeweitet für Lehrlinge bis zum 20. Altersjahr). Kurz und gut: Die Indu-

striegesellschaft hat sich mit den Menschen, die noch nicht 20 Jahre alt sind, in besonderer Weise befasst. Denken wir auch an die Wehrpflicht ab 20. Altersjahr. Da wäre bei veränderter Situation je nach Entscheid des Volkes einiges zu überdenken. Wir haben Rechte und Pflichten immer in einen inneren Zusammenhang gebracht.

Ich habe auch bei nochmaliger Prüfung der Praxis in den Kantonen Schwyz, Zug und Obwalden – und Frau Blunschy hat es mehrmals unterstrichen – ein einwandfreies Funktionieren feststellen können und auch keine schädigenden Auswirkungen bemerkt. Ganz im Gegenteil: Es besteht eine innere Bereitschaft der jungen Menschen, Verantwortung an ihrer staatlichen Gemeinschaft mitzutragen. Ich glaube nicht, dass man in der Weise argumentieren sollte, wie wir das hier auch hörten, so, als ob die Staatsform schlechter werden müsste, wenn junge Menschen unter 20 Jahren an ihr teilhätten. Die Jungen müssten durch ihre Teilnahme den Beweis erbringen, dass sie sogar besser wird. Der vorgefassten Meinung, dass dem nicht so sei, dass es gegenteils eben schlechter werden müsste, kann ich mich nie anschliessen. Ich bringe den jungen Menschen jenes Vertrauen entgegen, das wir auch für uns in Anspruch nehmen. Wenn sie zum Teil Fehler machen, dann muss das auch von uns «Mittelalterlichen» unter allen Aspekten der Erziehungsaufgaben, die wir zu bewältigen haben, mitempfunden werden. Denken wir darüber nach, was wir gemeinsam als Staat, als Gesellschaft zur Lösung dieser wichtigen Probleme leisten können.

Noch ein allerletztes Wort, weil gerade auch junge Menschen in den Zusammenhang mit Schleyer gestellt worden sind: Sie wissen, dass ich als Verantwortlicher für den Staatsschutz in unserer Regierung die Terrorgefahr ausserordentlich ernst nehme und alles vorkehre, um im Rahmen unserer Möglichkeiten Menschen zu schützen. Aber es wäre falsch, hier nun einen Bezugspunkt auf die zu diskutierende Vorlage sehen zu wollen. Ich bin der Meinung, dass dieses Problem aus der Diskussion eliminiert werden muss. Es gibt in diesem Zusammenhang keine Kollektivschuld der Jugend. Wir haben die Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass durch gerechte Zustände in unserem Staat sich alle Menschen, wir haben das bereits mehrfach miteinander festgestellt, bewusst sind: Veränderungen sind in unserer Gesellschaft immer möglich, aber nur im Rahmen des Rechtsstaates. Wenn ich die Kommission richtig verstanden habe, war dies mit einer Ueberlegung – und der Grundtenor war doch auch im Ständerat positiv –, wenn sie sagte, dass sich nunmehr das Volk zu dieser Initiative verbindlich aussprechen soll: Wollen wir, dass Achtzehnjährige (anstatt wie bisher Zwanzigjährige) ein Stimmrecht haben und wählbar sind? Ich bin der Meinung, dass jetzt das Volk entscheiden sollte.

Vizepräsident: Wir stimmen ab. Kommission und Bundesrat beantragen Ihnen Festhalten. Herr Zwygart beantragt, die Initiative abzulehnen, gemäss Beschluss des Ständerates.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	77 Stimmen
Für den Antrag Zwygart	34 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

76.231

Parlamentarische Initiative. Organisationsgesetz. Unvereinbarkeit (Alder) Initiative parlementaire. Loi d'organisation judiciaire. Incompatibilités (Alder)

Bericht der Kommission des Nationalrates
und Gesetzentwurf vom 14. Juni 1977 (BBl II, 1235)

Rapport de la commission du Conseil national
et projet de loi du 14 juin 1977 (FF II, 1205)

Stellungnahme des Bundesrates vom 26. Oktober 1977

Avis du Conseil fédéral du 26 octobre 1977

Wortlaut der Initiative

Artikel 2, Absatz 2, des Organisationsgesetzes wird wie folgt geändert:

Abs. 2

... gewählten Beamten können nicht Mitglieder oder Ersatzmänner des Bundesgerichts sein.

Texte de l'initiative

L'article 2, 2e alinéa, de la loi fédérale d'organisation judiciaire est modifié comme il suit:

Al. 2

Les membres ... ne peuvent être juges ou suppléants.

Antrag der Kommission

Annahme der Initiative

Proposition de la commission

Adopter l'initiative

Vizepräsident: Zu diesem Geschäft liegen ein gedruckter Bericht der Kommission des Nationalrates und die Stellungnahme des Bundesrates vor. Die Kommission beantragt einstimmig, der Initiative Folge zu geben und sie in der Fassung der Kommission anzunehmen. Der Initiant und der Bundesrat schliessen sich dem Kommissionsantrag an.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Titel und Ingress, Ziff. I–III

Titre et préambule, ch. I à III

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	69 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Präsident Bussey übernimmt wieder den Vorsitz

M. Bussey, président, reprend la présidence

Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)

Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	75.223
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.01.1978 - 15:40
Date	
Data	
Seite	63-67
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 378

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.